

Deutsche Bank : augmentation de capital de 2,8 milliards d'euros

BANQUE

La première banque allemande met son ratio de capitaux pruden- tiels au niveau de ses concurrents.

Le premier trimestre a dégagé un résultat net de 1,7 milliard d'euros.

Jean-Philippe Lacour
jplacour@lesechos.fr
—Correspondant à Francfort

Deutsche Bank a créé la surprise en annonçant hier soir une augmentation de capital. La première banque allemande compte émettre 90 millions d'actions nouvelles en vue de lever en tout 2,8 milliards d'euros. Il s'agit ainsi d'améliorer le ratio des fonds propres pruden- tiels pour l'amener au même niveau que celui que ses principaux concurrents européens et anglo-saxons. A la

suite de l'opération, le ratio de Deutsche Bank sera porté à 9,5 % en respectant le dispositif dit Bâle III. Les actions nouvelles porteront droit à dividende et seront exclusivement placées par la banque elle-même auprès d'investisseurs institutionnels, selon une procédure de placement privé. De plus, la banque dirigée par Anshu Jain et Jürgen Fitschen prévoit la possibilité d'émettre un matelas supplémentaire de 2 milliards d'euros de fonds propres hybrides dans les douze mois à venir.

La banque d'investissement a particulièrement brillé
En agissant ainsi, Deutsche Bank répond à la critique des analystes jugeant le niveau de ses fonds propres insuffisant par rapport à ses pairs. Le management de la banque avait jusqu'à présent toujours affirmé que cette dernière allait combler l'écart par ses propres forces, en comptant sur l'accumulation des résultats ou la réduction des actifs à risques. Classée selon les règles Bâle III parmi les établisse-

ments systémiques, la banque de Francfort se devait toutefois d'accroître la cadence pour renforcer ses fonds propres.

Une partie de l'effort pour renforcer ses fonds propres a du reste bien été obtenue par les résultats du premier trimestre de l'année, publiés également hier soir. Les recettes ont globalement augmenté de 2 %, à 9,4 milliards d'euros, tandis que les charges d'exploitation hors intérêts

La banque pourrait émettre un matelas supplémentaire de 2 milliards d'euros de fonds propres hybrides.

ont totalisé 6,6 milliards d'euros, en recul de 5 % sur un an. Au final Deutsche Bank a dégagé un résultat net de 1,7 milliard d'euros. La rentabilité nette sur les fonds propres atteint, quant à elle, 12 %, ce qui correspond à l'un des objectifs fixés à

l'horizon 2015. La banque d'investissement a particulièrement brillé, avec un résultat avant impôt de 1,9 milliard d'euros. La division de banque de détail affiche une performance de 482 millions d'euros, contre 309 millions pour les transactions globales et 221 millions pour la gestion d'actifs, en cours de restructuration. La « bad bank » interne a, quant à elle, dégagé une perte de 196 millions d'euros, en s'étant délestée de 9 milliards d'euros d'actifs non stratégiques.

Les deux dirigeants se sont toutefois déclarés « fiers de ce qu'a obtenu la banque au premier trimestre. (...) Cela reflète la force de notre modèle d'activités dans un environnement réglementaire exigeant et les mesures d'efficience sur les charges, selon notre programme opérationnel qui progresse comme prévu ».

Mais il reste encore trois trimestres pouvant réserver de moins bonnes surprises. Notamment le chapitre des provisions pour litiges dans le monde, qui n'a pas joué un rôle sur ce trimestre, mais qui est loin d'être clos. ■

L'Italie mène la hausse des places boursières européennes

Milan, en progression de 2,2 %, salue la fin de l'imbroglia politique.

Les places boursières européennes tablent toujours sur un geste de la BCE.

Sophie Rolland
srolland@lesechos.fr

« Parvenir à la croissance sans compromettre l'assainissement des finances publiques. » Le rêve du nouveau président du Conseil italien, Enrico Letta, est partagé par la plupart des dirigeants européens. Il n'est pas sûr que les marchés soient convaincus qu'il y parviendra. Mais ils ont accueilli avec soulagement ce gouvernement attendu depuis deux mois.

La Bourse de Milan a progressé de 2,2 % hier, entraînant avec elle les autres places européennes. Madrid s'est en particulier adjugé 1,85 % et Paris a avancé de 1,54 %. L'indice européen DJ Stoxx Europe 600, qui devrait bientôt conclure son onzième mois de hausse d'affilée, a grappillé 0,51 % alors que, parallèlement, de nombreux investisseurs parient sur une nouvelle baisse des taux de la Banque centrale européenne (BCE) ce jeudi 2 mai.

Même si les opérateurs de marché doutent de l'efficacité d'un tel geste, ils estiment dans l'ensemble

que les statistiques économiques sont trop mauvaises pour que la BCE n'intervienne pas. L'inflation allemande ne sera pas un obstacle : en avril elle est tombée à 1,1 %, son plus bas niveau depuis août 2010. « Le cabinet mis en place par Enrico Letta, le nouveau Premier ministre italien, semble prometteur. C'est une combinaison rare d'expérience, de niveau élevé de reconnaissance internationale et de nouveaux visages », estime Luigi Speranza, économiste chez BNP Paribas.

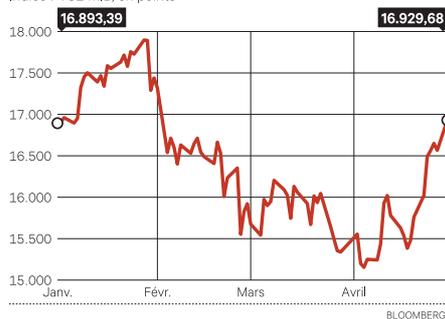
Le nouveau ministre de l'Économie et des Finances, Fabrizio Saccomanni, est une des figures clés de ce gouvernement. En tant qu'ancien directeur général de la Banque d'Italie, ayant représenté le pays au

La faiblesse des taux « donne du temps au gouvernement pour mettre en œuvre des réformes ».

sein de diverses instances internationales (BCE, Banque des règlements internationaux, Union européenne), il est hautement crédible aux yeux des opérateurs de marché. Très proche du président de la BCE, Mario Draghi, avec qui il a travaillé, il contribuera en outre à faire entendre la voix de Rome à Francfort. Fabrizio Saccomanni devra également convaincre les agences de notation de la soutenabilité des

Milan efface ses pertes

Indice FTSE MIB, en points



2.000 milliards d'euros de dette italienne. Vendredi, l'agence Moody's a confirmé la note Baa2 – deux crans au-dessus de la catégorie spéculative – attribuée à cette dette, tout en maintenant sa perspective négative. Point encourageant : l'agence souligne dans son commentaire que Rome dégage un excédent de ses comptes publics (avant remboursement de sa dette) et que la faiblesse actuelle des taux d'intérêt « donne du temps au gouvernement pour mettre en œuvre des réformes et permettre à la croissance de repartir ».

A l'occasion de son premier discours à la Chambre des députés,

Enrico Letta s'est fixé une feuille de route ambitieuse. Il a notamment souhaité des résultats « sous dix-huit mois » pour ses réformes économiques, sociales et politiques. Les investisseurs seront donc vite fixés. Un certain nombre d'entre eux mettent toutefois en doute sa capacité à mettre en œuvre les réformes. « Les divisions entre les deux partis de coalition et à l'intérieur du Parti démocrate pourraient refaire surface prochainement, ce qui compromettrait l'efficacité du gouvernement et pourrait mener à une nouvelle élection, probablement en mars de l'année prochaine », anticipe Luigi Speranza. ■

Les conditions de financement du pays s'améliorent

Le « Tesoro » a emprunté 6 milliards d'euros à 5 et 10 ans. Sur le marché secondaire, les taux à 10 ans sont au plus bas depuis octobre 2010.

Le Trésor italien, qui avait prévu de lever plusieurs milliards d'euros de dette sur les marchés hier matin, a bénéficié d'un environnement nettement plus favorable que ces dernières semaines pour mener son opération. Rassurés par la formation d'un gouvernement de large coalition après deux mois de crise politique et anticipant une prochaine baisse des taux de la Banque

centrale européenne (BCE), les investisseurs ont répondu présent.

Pour l'emprunt à 10 ans (mai 2023), la demande a représenté 1,42 fois le montant de dette finalement émis contre un ratio de couverture de 1,33 les mois derniers lors du même type d'opération. Le « Tesoro » a ainsi été en mesure de lever 3 milliards d'euros de dette à 10 ans, à 3,94 %. A cette échéance, le coût d'emprunt du pays n'avait pas été aussi bas depuis plus de deux ans. Lors d'une opération similaire le 27 mars dernier, il s'était établi à 4,66 %. Le Trésor italien a également placé 3 milliards d'euros de dette à 5 ans, à 2,84 % (à comparer à

3,65 % le 27 mars). Sur le marché secondaire, en séance, les taux italiens à 10 ans évoluent déjà sous 4 % depuis le début de la semaine dernière. Les investisseurs avaient alors accueilli avec optimisme la réélection du président, Giorgio Napolitano. Après s'être détendus de 16 points de base la semaine dernière, ils ont continué à refluer de 15 points de base hier, à 3,91 %.

Taux négatifs pour la France

L'apaisement sur les taux italiens profite à l'ensemble des pays dits « périphériques » de la zone euro. Les taux espagnols et portugais

sont également proches de leur plus bas depuis fin 2010. Hier, le rendement de la dette espagnole à 10 ans s'est détendu de 12 points de base, à 4,16 % et celui de la dette portugaise a baissé de 4 points de base, à 5,83 %.

Quant à la France, qui a aussi sollicité les marchés mais sur des échéances beaucoup plus courtes, elle a profité de l'appétit des investisseurs pour la dette tricolore pour émettre de la dette à 3 mois à des taux négatifs (-0,002 %), ce qui ne lui était plus arrivé depuis janvier. En tout, l'Agence France Trésor a levé près de 8 milliards d'euros. — S. Ro

carnet

EN PARTENARIAT AVEC
nomination
nomination.fr

ENTREPRISES

BASF
Olivier Ulrich
est nommé directeur général de BASF France

Olivier Ulrich, quarante-deux ans, ingénieur chimiste, diplômé de l'Ecole nationale supérieure de synthèse, de procédé et d'ingénierie chimique d'Aix-Marseille, a effectué une thèse de doctorat en entreprise, à Bâle chez Novartis et à l'Institut suisse de sécurité, puis en université à l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (1997-2000). Il a ensuite occupé divers postes dans l'unité AutoChem de Mettler-Toledo en Suisse et aux Etats-Unis, avant de rejoindre Ciba, en 2008, comme responsable du marketing stratégique, puis du marketing & sales office. Entré chez BASF en 2009, à la suite de l'acquisition de Ciba, il y a assumé des fonctions projets dans le marketing en Allemagne avant d'être promu, en 2011, directeur général de BASF Polyuréthanes France.

GRTGAZ
Thierry Trouvé
est nommé directeur général de GRTgaz

Thierry Trouvé, cinquante et un ans, est ingénieur au Corps des Mines. Après des débuts au ministère de la Défense, il rejoint la RATP (1990) puis la DRIRE Nord-Pas-de-Calais (1996). Il intègre en 2000 la Commission de régulation de l'énergie (CRE) en tant que directeur du marché et du service public de l'électricité. En 2003, il devient directeur de la prévention des pollutions et des risques – délégué aux risques majeurs – au ministère de l'Ecologie et du Développement durable. En 2006, il devient directeur général adjoint de GRTgaz. Il était, depuis décembre 2008, directeur général de la société Elengy (filiale de GDF Suez).

METLIFE
Nuria Garcia
devenue directrice du marketing et des ventes directes de MetLife France. Elle est membre du comité de direction.

Nuria Garcia, quarante-deux ans, est titulaire d'un MBA en administration d'entreprise de l'université de Deusto et d'un master en ingénierie financière de l'EM Lyon. Après des débuts à la Société Générale, elle a intégré General Electric où elle fut notamment directrice risque healthcare financial services de GE Capital, avant de rejoindre CNBC Europe à Londres comme responsable pricing & planification (2001-2003). Par la suite, elle a occupé différents postes au sein de GE Money Bank, le plus récent étant celui de directrice générale ventes directes.

AMUNDI
Laurent Guillet
deviendra directeur général de la filiale d'Amundi à Londres (Amundi London Branch) à compter du 1^{er} juin.

Laurent Guillet, cinquante et un ans, diplômé de HEC Paris est directeur général d'Amundi Alternative Investments depuis 2011 et conserve ce poste. En 1988, il fait carrière à la Banque Indosuez puis au sein de Crédit Agricole

Indosuez et de Crédit Agricole Chevreux, où il était responsable des ventes des produits dérivés sur actions pour la France, le Benelux et la Suisse. Devenu responsable des ventes du département actions et produits dérivés pour l'Europe et le Moyen-Orient au sein de la division marchés de capitaux de Crédit Agricole CIB en 2004, il a été promu en 2007 directeur général délégué chez Amundi Alternative Investments.

TRUSTED SHOPS
Grégory Chaffrais
prend en charge la direction France de Trusted Shops.

Grégory Chaffrais, trente-trois ans, est diplômé de l'ESCC de Clermont-Ferrand. Il a d'abord exercé des fonctions commerciales chez Lastminute.com, dont il a ensuite dirigé les opérations France, avant de rejoindre Voyage Privé en 2008. Il est devenu en 2010 directeur général de Coolcadeau.fr.

ASSOCIATION

AFSSI
Claude-Alain Cudennec
est nommé délégué général de l'Association française des sociétés de services et d'innovation pour les sciences de la vie.

Claude-Alain Cudennec, soixante-trois ans, titulaire d'un doctorat d'Etat en biologie du développement, a également suivi une formation à la gestion des affaires à l'IESC de Toulouse. Après des débuts en tant que chercheur au CNRS, il a exercé plusieurs fonctions de direction au sein de groupes pharmaceutiques, parmi lesquels Pierre Fabre, et contribué à l'essor de plusieurs sociétés de biotechnologies.

Envoyez vos nominations à carnetlesechos@nomination.fr

ILS SONT NÉS UN 30 AVRIL

- Jacques Audiard**, réalisateur, 61 ans.
- Carl XVI Gustaf**, roi de Suède, 67 ans.
- Stephen Harper**, Premier ministre du Canada, 54 ans.
- Nicolas Hulot**, envoyé spécial de François Hollande pour la protection de la planète, 58 ans.
- Paul Hermelin**, président-directeur général de Caggemini, 61 ans.
- Jean-Yves Le Gall**, président du Centre national d'études spatiales, 54 ans.
- Hugues Pariot**, directeur général de Modis France, 47 ans.
- Lars von Trier**, cinéaste, 57 ans.

LesEchos
SUR
info
« À LA UNE DE L'ÉCO »
À 19H20
DU LUNDI AU JEUDI